

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

#Objet : Règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif - Modification #

Séance publique

Sport

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif en vigueur;

Vu l'ajout d'un article pour répondre à la problématique des nuisances sonores;

DECIDE

- d'adopter le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif suivant:

Article 1.

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Centre Sportif Communal d'Auderghem sise chaussée de Wavre 1690 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Centre.

Ce règlement sera affiché dans le sas d'entrée et chacun est censé en avoir pris connaissance.

Article 2.

L'occupation des Salles est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'Article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

Article 3.

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des infrastructures sportives communales.

Article 4.

Les demandes d'occupation permanentes qui concerne les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats des diverses disciplines et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des salles et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale.

Article 5.

Les Salles de sport sont ouvertes de 8h à 23h. Elles sont accessibles conformément aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

Article 6.

Le titulaire de l'autorisation ne peut leur donner aux salles aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Article 7.

Le titulaire d'une autorisation d'occuper une aire de jeux ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

Article 8.

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier des autres disciplines.

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

Article 9.

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

Article 10.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

Article 11.

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

Article 12.

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les Salles devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

Article 13.

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport à semelles plates (les cales, studs et spikes sont interdits), ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol.

Article 14.

L'accès aux aires de jeux n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la Cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont ainsi exceptionnellement acceptés dans une salle, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

Article 15.

Les utilisateurs des aires de jeux ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

Article 16.

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

Article 17.

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les clefs des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité

Article 18.

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que l'aire de jeux qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'Article 17.

Article 19.

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Article 20.

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration du revêtement.

Article 21.

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

Article 22.

Le matériel éventuellement apporté dans les locaux sportifs l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

Article 23.

Le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte une des salles de sport alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage et impérativement fermer

la porte avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

Article 24.

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

Article 25.

L'utilisation des locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 26.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

Article 27.

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

Article 28.

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

Article 29

Obligation de respecter les normes de bruits fixés par le Gouvernement selon l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 et ses arrêtés d'exécution relative à la lutte contre les nuisances sonores en milieu urbain.

L'utilisation d'instruments de musique et d'amplificateurs sonores (baffles) est interdite du lundi au vendredi de 22h à 7h, le samedi de 19h à 7h et le dimanche.

Le non-respect des normes de bruits sera puni d'une amende administrative de maximum 250€ conformément à l'article 30.

Le non-respect des normes de bruits entraînant des amendes infligées à la Commune seront répercutées sur les occupants selon le tableau d'occupation.

Article 30.

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

L'Échevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Eloïse Defosset

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

#Onderwerp : Bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum - Wijziging #

Openbare zitting

Sport

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, artikel;

Gezien de huidige bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum;

Gezien de toevoeging van een artikel over geluidsoverlast;

BESLIST

- de hieronder bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum goed te keuren :

Artikel 1

Huidig reglement is van toepassing in de lokalen en bijgebouwen van het Gemeentelijk Sportcentrum van Oudergem, gelegen in de Waversesteenweg 1690 te 1160 Oudergem.

Het is van toepassing voor alle personen die het Centrum bezoeken.

Dit reglement zal in de ingang worden opgehangen en ieder wordt verondersteld er kennis van hebben te genomen.

Artikel 2

De bezetting van de zalen is onderhevig aan de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem. De bezettingsduur moet strikt gerespecteerd worden.

De aangehaalde toestemmingen in huidig reglement worden uitgeleverd bij wijze van gunst, ze zijn persoonlijk en onoverdraagbaar en vallen niet onder de verantwoordelijkheid van de gemeente. De toestemmingen zijn tevens herroepbaar.

Ze kunnen op elk moment worden teruggetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook opgeschort of teruggetrokken worden door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de titularissen een inbreuk plegen op huidig reglement of op het algemeen politiereglement, conform aan de procedure voorzien in het artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op een schadevergoeding.

De begunstigten moeten zich strikt aan de voorschriften van de toestemmingsacte houden en moeten er op toezien dat er bij de uitvoer hiervan geen schade berokkend wordt aan derden, noch dat de veiligheid, de rust, de heilzaamheid en de openbare reinheid in het gedrang komt.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade, door de fout van de ondergetekende of door anderen, die zou ontstaan bij de uitvoer van de activiteit waarvoor deze toestemming werd opgemaakt.

Het document betreffende de toestemming moet op de te beschikking gestelde plaats aanwezig zijn en moet op vraag van de politie of elk ander bevoegd persoon getoond kunnen worden.

Artikel 3

De toelating tot het gebruik van de zalen kan ook onderhevig zijn aan het betalen van een belasting die is vastgelegd door een reglement betreffende de te betalen belasting voor het gebruik van gemeentelijk sportinfrastructuren.

Artikel 4

De aanvragen voor permanente bezetting betreffende de wekelijks terugkerende activiteiten of de deelname aan een officieel kampioenschap tijdens het volgende seizoen moeten steeds zo snel mogelijk worden opgemaakt en in elk geval voor de 30ste juni van het vorig seizoen.

Na deze datum en tijdens het seizoen zelf zullen de reservaties gebeuren naargelang het uurrooster van de reeds geboekte bezettingen voor kampioenschappen van verschillende disciplines en wekelijks geprogrammeerde terugkerende bezettingen.

De planning wordt op voorhand aan het lokaal van de receptie van de zalen opgehangen en reservaties voor de nog vrije uren mogen na afspraak met het secretariaat van de Sportcommissie vast worden gelegd.

Artikel 5

De sportzalen zijn geopend van 8h tot 23h. Ze zijn toegankelijk conform de naar behoren gegeven toestemming en het uurrooster goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Enkel het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd voor wat de wijzigingen van dit uurrooster betreft. Zij heeft het recht om dit te wijzigen naar eigen initiatief indien dit nodig blijkt voor de goede werking of het goed beheer van het schema.

Artikel 6

De titularis van de bezettingstoestemming mag enkel de zaal gebruiken waarvoor hij toestemming heeft gekregen, de zaal die hem werd toegewezen. Hij mag tevens de toegelaten tijdsduur niet op eigen initiatief wijzigen.

Artikel 7

Degene die de toelating kreeg om de zaal te gebruiken mag dit akkoord niet aan derden doorgeven zonder goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

Alle wijzigingen aan het activiteitenrooster (reservatie, annulatie, verandering van dag of uurrooster), zowel voor de permanente als voor de éénmalige activiteiten, zullen tenminste 2 weken voordien aan het College van Burgemeester en Schepenen moeten worden voorgelegd. Indien mogelijk zal de wijziging in het reeds opgestelde uurrooster worden ingelast rekening houdend met de kalender van de andere disciplines.

De organisatie die deze veranderingen aanbelangt zal zich moeten inspannen om hun activiteiten te organiseren in functie van de wijzigingen die niet afhangen van de wil van het College van Burgemeester en Schepenen en waarvoor deze niet verantwoordelijk kan worden geacht.

Artikel 9

De titularis van de bezettingstoestemming die de sportlokalen gebruiken zullen een verzekering afsluiten voor dekking van hun aansprakelijkheid jegens derden. Dit zowel voor schade berokkend aan derden (andere gebruikers of personen van buitenuit) als aan de ter beschikking gestelde bezittingen, uitrustingen en installaties

Artikel 10

De titularis van de bezettingstoestemming van de installaties blijft steeds persoonlijk aansprakelijk jegens derden en jegens elke autoriteit. Hij wordt er aan gehouden, zo nodig, belastingen, auteursrechten en andere eventuele bijdragen die deze activiteiten met zich zouden meebrengen, te betalen.

Artikel 11

De titularis van de bezettingstoestemming is, tijdens de duur van hun activiteit, aansprakelijk voor alle opgelopen schade, zowel aan de lokalen zelf als aan de bijgebouwen en de uitrusting. Dit geldt zowel voor schade veroorzaakt door de leden van de club zelf als door alle andere personen van de tegenpartijen.

Alle schade zal integraal vergoed worden door de titularis van de toestemming, zonder afbreuk te doen aan de administratieve boetes die eveneens zouden kunnen worden opgelegd.

Artikel 12

De groepen zonder juridische persoonlijkheid die de zalen zullen gebruiken moeten een persoon aanstellen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk zal zijn. Hij moet er voor

zorgen dat huidig reglement alsook de instructies en aanbevelingen die door een bevoegd persoon worden gegeven, gerespecteerd worden.

Artikel 13

De sportzalen mogen enkel betreden worden met vlakke sportschoenen (stutzolen, studs en spikes zijn verboden). Deze schoenen moeten perfect proper zijn en de zolen mogen geen sporen nalaten op de vloer.

Artikel 14

De toegang tot de speelterreinen is slechts toegestaan aan de personen waarvan de aanwezigheid noodzakelijk is voor het goed verloop van de trainingen en de competities. De begeleiders, of het nu clubleden of gewone toeschouwers zijn, moeten zich ofwel in de tribunes, in de cafeteria of in een zone die precies is aangeduid mits akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen, begeven.

Indien begeleiders in uitzonderlijke gevallen worden toegestaan in een zaal zullen zij dat onder volledige verantwoordelijkheid en begeleiding van de titularis van de bezettingstoestemming staan.

Artikel 15

De gebruikers van de sportzalen mogen zich enkel omkleden in de lokalen die hiervoor voorzien zijn. Er is een lijst van te gebruiken kleedkamers aanwezig, de gebruikers worden geacht zich hier nauwgezet aan te houden. Indien een kleedkamer tegelijkertijd door meerdere titularissen van de bezettingstoestemmingen wordt gebruikt, moeten zij er voor zorgen dat de kledij van hun leden gegroepeerd wordt zodat de andere sportlui over voldoende ruimte beschikken om zich om te kleden.

Artikel 16

Elke titularis van de toestemming, is ook verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de kleedkamers en douches. Zij moeten er ook op toezien dat de “bezoekers” huidig reglement respecteren.

Artikel 17

De toestemming tot gebruik van de sportzalen houdt ook de toestemming tot gebruik van de nodige kleedkamers en douches in, dit volgens de bezettingstabel en gedurende de strikt nodige tijd, met name, maximum een half uur vóór en een half uur na de sportactiviteit.

Artikel 18

De titularis van de bezettingstoestemming en de personen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen moeten er op toezien dat de activiteiten van de andere personen of andere die de toestemming hebben om de zalen te gebruiken niet verstoord worden; daarom zullen zij enkel de zaal gebruiken die hen werd toegewezen, zullen zij hun eigen activiteiten starten en eindigen op het voorziene tijdstip en dit met inbegrip van het plaatsen en opbergen van het materiaal.

Zij zullen er ook op toezien dat de kleedkamers en de douches in de in het artikel 17 voorziene tijdspanne vrij zijn gemaakt.

Artikel 19

De personen, zowel spelers als toeschouwers, die door hun gedrag, de netheid en/of de goede werking van het Centrum verstoren of die de reglementaire voorschriften en de hen opgegeven aanbevelingen niet respecteren, zullen, tijdelijk of permanent, een verbod krijgen het sportcomplex te betreden.

Artikel 20

De titularis van de bezettingstoestemming van de zalen moeten volgens de opgegeven richtlijnen het materiaal dat zij gebruiken opstellen en terug opbergen op de hiervoor aangeduide plaatsen. Dit moet gebeuren tijdens de tijdspanne die hen werd toegewezen en zonder het uur van einde van de activiteit te overschrijden.

De titularis van de toestemming moet er op toezien dat dit in goede orde gebeurt, hij zal er ook op letten dat het materiaal niet geduwd noch over de grond gesleept wordt om beschadiging van de vloer te voorkomen.

Artikel 21

Teneinde ongelukken en beschadiging aan het materiaal te voorkomen verzoeken wij elke titularis van de bezettingstoestemming om zo snel mogelijk het College van Burgemeester en Schepenen te verwittigen indien er een gebrek aan de toestellen wordt vastgesteld.

Artikel 22

Indien er zelf materiaal meegebracht wordt in de zaal is dat volledig onder verantwoordelijkheid van de titularis van de bezettingstoestemming. Indien dit materiaal in de zaal zou blijven staan en toegankelijk is, zal dit door alle personen die de toestemming kregen de zalen te gebruiken mogen gebruikt worden.

Artikel 23

De titularis van de bezettingstoestemming alsook alle personen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen,

die de zaal verlaten wanneer er na hen niemand anders de zaal bezet, moeten er op toezien dat de lichten worden gedoofd en moeten de deuren sluiten met de middelen die hen hiervoor ter beschikking werden gesteld. Hij is verantwoordelijk indien er na hem ongeoorloofd gebruik wordt gemaakt van de zaal alsook voor ongelukken die, door het niet afsluiten van deze zalen, zouden voorvallen.

Artikel 24

De evenementen met een uitzonderlijk karakter zullen, in elk geval, onderzocht worden door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor deze gebeurtenissen zal een afzonderlijk reglement worden opgemaakt waarin de voorwaarden voor het verloop hiervan vermeld zullen staan.

Artikel 25

Niet georganiseerde individuele sportievelingen mogen ook gebruik maken van de zalen mits toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen

Artikel 26

Het College van Burgemeester en Schepenen is niet verantwoordelijk in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke objecten of van materiaal dat aan een club of aan personen die de infrastructuur bezoeken, behoort.

Artikel 27

Behalve uitdrukkelijke toelating, is het verboden affiches op de muren, deuren en vensters te plakken. Hiervoor staan aanplakpanelen ter beschikking van de clubs en de zaalgebruikers. Er moet voor het aanplakken van affiches op deze panelen vooraf geen toestemming worden gevraagd aan het College van Burgemeester en Schepenen, maar zij behoudt zich wel het recht om affiches die zij ongepast vindt te verwijderen.

Artikel 28

Eventuele bezwaren moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen van Oudergem worden gericht.

Artikel 29

Verplichting tot het naleven van de geluidsnormen die zijn vastgesteld door de Regering overeenkomstig de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 en haar uitvoeringsbesluiten betreffende de bestrijding van geluidshinder in een stedelijke omgeving.

Het gebruik van muziekinstrumenten en geluidsversterkers (luidsprekers) is verboden van maandag tot vrijdag van 22u tot 7u, op zaterdag van 19u tot 7u, en op zondag.

Het niet naleven van de geluidsnormen zal worden bestraft met een administratieve boete van maximaal 250€, conform artikel 30.

De overtreding van de geluidsnormen die aanleiding geeft tot boetes opgelegd aan de Gemeente, zal worden doorgerekend aan de gebruikers volgens de bezettingstabel.

Artikel 30

Eenieder die zich niet aan de voorschriften van huidig reglement houdt zal een administratieve boete van maximum 250 € opgelegd krijgen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Eloïse Defosset